

CONSTRUIRE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE DE LA TUNISIE

paysage et aménagement du territoire, les dimensions cachées de la Révolution

Colloque interdisciplinaire - Cité des Sciences à Tunis, 17 et 18 novembre 2011

Poster de Zouhaier KHMAIS

Repenser le développement des quartiers périurbains des villes de l'intérieur de la Tunisie

pour une meilleure gestion économique et environnementale équitable des territoires urbains : Le cas des quartiers populaires de la ville de Siliana : entre marginalité et intégration urbaines

Depuis plusieurs décennies le développement et l'aménagement du territoire tunisien sont une question qui revient de manière récurrente dans les débats notamment dans les milieux universitaires de par les déséquilibres sociaux et régionaux qui persistent malgré les efforts présumés.

Il est vrai que la littoralisation du développement est une constante en Tunisie, mais ce n'est pas un phénomène très ancré dans l'histoire tunisienne ; autrement comment expliquer l'existence des villes romaines de Dougga de Tlépte, de Tuburbo Majus, de Tysdrus, et d'autres villes de l'intérieur du pays ? La littérature historique et géographique est riche en ce sens. Mis à part les éléments naturels qui représentent de réels facteurs plutôt logiques mais non incontournables de l'inégal développement régional en Tunisie et ailleurs, d'autres facteurs sont à considérer. Il s'agit des choix de développement économique et social, de la politique des Etats. Ainsi la colonisation française a-t-elle inauguré en Tunisie ce phénomène en établissant la division du pays en zones littorales portuaires exportatrices, munies de toutes les infrastructures et équipements, et dans lesquelles se sont installées les communautés européennes, et des zones intérieures pourvoyeuses de produits agricoles et de matières premières.

Avec l'indépendance, la littoralisation du développement s'est poursuivie avec néanmoins un essai de renversement spatial des choix des bases de développement socioéconomique en tirant ces derniers vers l'intérieur avec la création de l'industrie de l'alpha de Kasserine et celle du sucre de Béja, ce au cours de la décennie des années 1960 sous le modèle de développement socialisant de Ben Salah. Après l'avortement de cette expérience en 1969 et l'avènement du libéralisme économique de Nourira des années 1970, c'est de nouveau le retour vers l'inégal développement régional à outrance entre un littoral gorgé d'investissements et un intérieur qui s'est progressivement paupérisé malgré les encouragements à l'investissement institués en faveur des gouvernorats de l'intérieur et qui se sont avérés inefficaces. Avec la mondialisation imposée depuis le début des années 1990, les choix de l'État tunisien se sont fixés du côté de la « vitrine du pays » : Le Nord-Est et notamment Tunis, le littoral Est du Cap-Bon et le Sahel. Le reste du pays, autrement dit l'« arrière-pays », fut délaissé, « lâché », il est mis hors circuit dans le système économique national, il doit se suffire à lui-même, c'est le cas de Siliana dont tous les chiffres ont montré non seulement son retard mais son recul, ce qui est plus grave.

Cette situation de crise de sous-investissement que connaissent des villes de l'intérieur tunisien, comme Siliana par exemple, depuis au moins cinq décennies, a paupérisé la ville comme le reste des villes de l'intérieur du pays, la ville « privée » de l'entrepreneuriat, elle a ainsi bloqué son ambition à devenir capitale régionale ou centre urbain de niveau régional, et enfin elle l'a ouverte largement aux activités parallèles dans un fonctionnement illégal et anarchique. Tous ces ingrédients expliquent la ruée des couches sociales démunies du milieu rural des gouvernorats limitrophes et même,

parfois, lointains : Sidi Bouzid, Kasserine, Kairouan, El-Kef et d'autres, vers une ville appauvrie et devenue par conséquent suffisamment accessible aux catégories sociales déshéritées.

Les villes sont certes ouvertes, et les flux migratoires entrants représentent en fait une richesse démographique, économique et culturelle pour ces villes, mais lorsque ces dernières ne sont pas préparées de point de vue urbain à ces flux et surtout à leur volume, comme c'est le cas de Siliana et de ses quartiers périphériques, des problèmes vont se poser : la sous-intégration de ces quartiers d'exode à la ville, le déséquilibre du fonctionnement urbain entre un centre compact riche et une périphérie très lâche occupée surtout par les pauvres et dans laquelle l'urbanité est absente, la désolation et l'anarchie du paysage urbain, la ruralisation de l'espace urbain, l'étalement non maîtrisé, l'encombrement de couches socialement et économiquement pauvres, etc...

Ces déséquilibres sociaux et régionaux sont aujourd'hui deux des causes principales de la récente révolution de Tunisie. Aussi, la question de la politique sociale et économique du gouvernement qui émergera de ce mouvement est essentielle à étudier, et pour atténuer ces déséquilibres de la Tunisie, une politique de redistribution s'impose. Il importe donc d'apporter quelques éléments d'analyse sur la façon dont les hommes politiques, les sociologues, les géographes et les autres chercheurs en sciences humaines et sociales repensent le futur territoire tunisien, et de recenser les actions sociales « spatialisées » ou « territorialisées » qu'il faudrait mener.

Cette injustice spatiale entre les différentes régions de la Tunisie, mais aussi entre les différents espaces urbains, s'est vue fortement exacerbée durant le dernier quart du siècle. L'« arrière-pays » paupérisé, mal-desservi et sous-équipé n'a jamais suscité l'intérêt des acteurs privés mercantiles ni de ceux d'un secteur public tantôt insoucieux et tantôt complice (déclassement de sites protégés, révision des Plans d'Aménagement Urbain pour des objectifs inavouables, etc.). La gestion du territoire fut ainsi placée sous tutelle privée, la notion d'équité territoriale, garante de la cohésion sociale à l'échelle nationale, ne fut plus respectée et la politique de décentralisation fut sans cesse reportée.

Voilà que la révolution de la dignité -faisant de la Tunisie un pays qui « s'éclate » au-delà de ses frontières- portée par les habitants de Sidi-Bouzid, de Kasserine, de Thala, de Makthar et de bien d'autres villes isolées de cet « arrière-pays » dénigré, vient ruiner les ambitions cachées des grands projets de cette tutelle privée. Et voilà que les Tunisiens se « ré-approprient » enfin leur territoire ! Pourtant, aujourd'hui, les mouvements d'esprit libre naissant de la révolution semblent à leur tour ignorer les questions de gestion du territoire et de son aménagement. Mais, « la fracture territoriale qui a marginalisé l'arrière-pays tunisien concerne également la majeure partie des extensions périurbaines. Si certaines banlieues (dans le cas des grandes villes tunisiennes) ont vu se concentrer des investissements lourds en matière de commerce, d'industrie ou d'habitat, la plupart d'entre elles (et surtout celles des petites villes et villes moyennes de l'intérieur tunisien) ont été condamnées à une paupérisation qui s'aggravait régulièrement à mesure que les populations fuyant l'arrière-pays s'entassaient dans les seules banlieues où l'habitat leur était accessible ».

Dans la mesure où il s'agit d'une question très large, on se contentera, au cours de notre intervention, d'une proposition sur la façon de repenser les territoires périurbains de la ville de Siliana (et ses quartiers populaires périphériques) faisant l'exemple des villes intérieures de la Tunisie, tout en essayant une meilleure compréhension de la problématique du développement régional en Tunisie permettant de rechercher de nouvelles alternatives pour une meilleure équité économique et environnementale. Nous essayerons, donc, au cours de cette intervention de développer une question qui se pose en ce qui concerne le cas de Siliana, et qui est la suivante : « En quoi cette ville est-elle un « exemple » utile dans l'arrière-pays tunisien ? »

Lieux de bouleversements et d'antagonismes sociaux, politiques et culturels, par excellence, les espaces périurbains continuent d'être considérés comme un véritable laboratoire pour étudier les effets pervers de ces transmutations qui permettent de renouveler continuellement le discours sociologique, géographique, économique et politique autour de la façon selon laquelle il faut mener des études sur l'espace périurbain.